N° 472122
Mme C C...

4^{ème} chambre jugeant seule

Séance du 16 novembre 2023
Décision du 28 décembre 2023

CONCLUSIONS

M. Raphaël CHAMBON, Rapporteur public

Par décision du 24 novembre 2021, le directeur général du centre hospitalier universitaire de Montpellier a suspendu de ses fonctions Mme C..., psychologue clinicienne, alors placée en arrêt de travail, à compter du 2 novembre 2021 et jusqu'à la production, par l'intéressée, d'un justificatif de vaccination ou de contre-indication à la vaccination dans les conditions prévues par le décret n° 2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Par une requête, enregistrée le 24 décembre 2021 au greffe du tribunal administratif de Montpellier, Mme C... a demandé l'annulation de cette décision. La demande de suspension de son exécution qu'elle a présentée parallèlement à ce recours pour excès de pouvoir a été rejetée par ordonnance de tri au motif qu'elle était manifestement mal fondée.

Dès le 23 février 2023, soit moins de 14 mois après l'introduction de sa requête, Mme C... a demandé au garde des sceaux le versement d'une somme de 10 000 euros en réparation des préjudices moral et financier qu'elle estime avoir subis du fait du délai excessif de la procédure devant la juridiction administrative. Dès le 13 mars 2023, soit sans attendre la naissance d'une décision implicite de rejet de sa demande, Mme C... vous a saisis d'une demande indemnitaire, recevable dès lors qu'une telle décision de refus est née en cours d'instance (Section, 27 mars 2019, *Consorts R...*, n° 426472, au Recueil).

A ce jour, le TA de Montpellier n'a pas encore statué au fond sur la requête de Mme C....

Cela ne fait pas obstacle à la recevabilité de sa demande. Vous l'avez jugé dans votre décision *SARL Potchou* du 25 janvier 2006 (4/5 SSR, n° 284013, aux Tables, solution réitérée dans 5/4 SSR, 31 mars 2006, *K...*, n° 285962, aux Tables sur un autre point et tout récemment dans votre décision *M...* du 5 juillet 2023 (4/1 CHR, n° 464312).

Le caractère excessif du délai de jugement d'une affaire doit s'apprécier en tenant compte des spécificités de chaque affaire et en prenant en compte sa complexité, les conditions de déroulement des procédures et le comportement des parties tout au long de celles-ci, ainsi que l'intérêt qu'il peut y avoir, pour l'une ou l'autre partie au litige, à ce que celui-ci soit tranché rapidement (TC, 9 décembre 2019, *B...*, n° 4160, au Recueil, décision en cohérence avec la jurisprudence de la CEDH¹).

A ce jour, le délai de jugement ne dépasse pas 23 mois. Or il est généralement considéré qu'en deçà de deux ans par degré de juridiction, le délai n'est sauf exception jamais excessif. En outre, dès lors qu'il a été nécessairement été mis fin à la mesure de suspension de Mme C... en application du décret n° 2023-368 du 13 mai 2023 relatif à la suspension de l'obligation de vaccination contre le covid-19 des professionnels et étudiants, l'urgence à ce que le TA statue peut être relativisée.

PCMNC au rejet de la requête indemnitaire de Mme C... et de l'ensemble de ses conclusions accessoires.

¹ Voir par exemple : 6 avril 2000, *Comingersoll c/Portugal*, § 19 ; 27 juin 2000, *Frydlender c/France*, § 66.